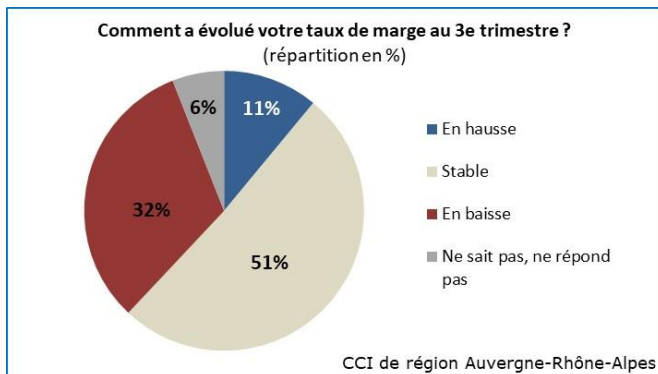
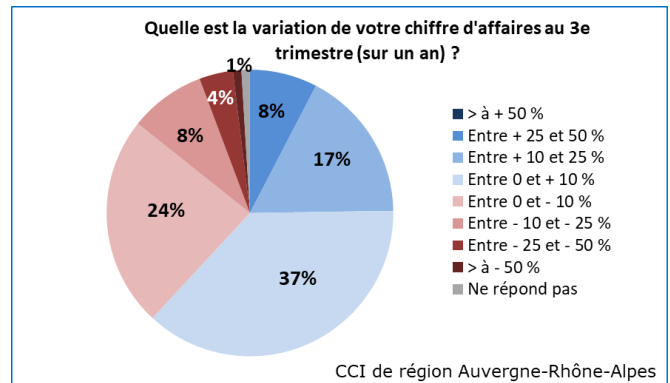


Observatoire économique Crise COVID-19

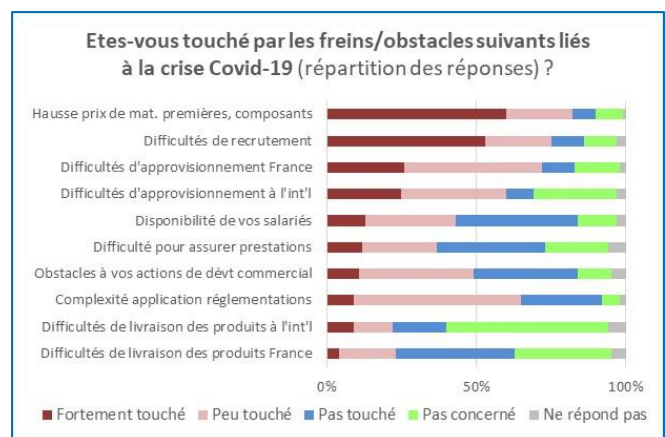
Cette note analyse les réponses de **105 dirigeants d'entreprises, membres élus des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes**, à une enquête sur les conséquences économiques de la crise Covid-19. 43 dirigent une entreprise industrielle, 30 sont des prestataires de services et 32 des commerçants. L'enquête a été menée du **5 au 12 octobre 2021**.

L'orientation a été nettement favorable au 3^e trimestre : **62 % des entreprises répondantes ont connu une hausse de chiffre d'affaires** par rapport à un 3^e trimestre 2020 qui connaissait déjà un rebond d'activité post confinement. La progression a été de 10 % au moins pour 1/4 des répondants et même pour 1/3 dans l'industrie. Dans ce contexte, début octobre, **15 % des entreprises se disent en suractivité**, une part en progression de 3 points par rapport à début juin. Là encore, c'est dans l'industrie que cette situation est la plus fréquente. Il demeure toutefois aussi des **entreprises en sous-activité** : 13 % disent être dans cette situation (- 4 points par rapport à juin), dans les différents secteurs.



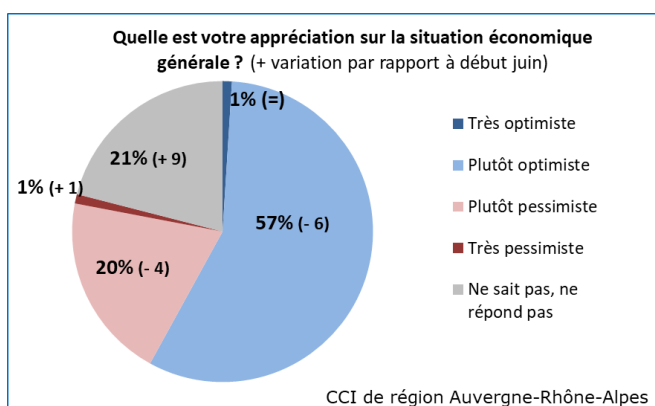
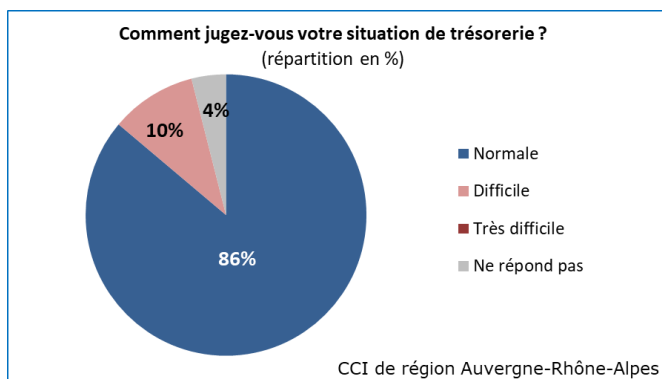
Si le chiffre d'affaires progresse, il n'en va pas forcément de même pour la marge. Pour 51 % des répondants, celle-ci a été stable au 3^e trimestre. Parmi les autres, les **baisse sont plus fréquentes que les hausses** : respectivement 32 % et 11 %. C'est dans les services que la situation de baisse de la marge a été la plus fréquente. La hausse des prix de l'énergie, des fournitures et matières premières impacte ainsi les marges de certaines entreprises : **60 % des entreprises se disent fortement touchées par ces hausses** (plus de 8/10 dans l'industrie), la **quasi-totalité des répondants s'attendant à ce qu'elles durent au moins jusqu'en 2022**.

Après la hausse des prix des intrants, les **difficultés de recrutement** sont le frein le plus fréquent à l'activité. **53 % des répondants se disent fortement touchés par ce problème**, en progression de 11 points par rapport à début juin. La proportion atteint 67 % dans les services et 58 % dans l'industrie. 13 % des entreprises sont par ailleurs fortement touchées par des problèmes de disponibilité des salariés (1/5 dans les services). Des **difficultés d'approvisionnement** sont toujours présentes : elles sont fortement ressenties par 1/4 des entreprises, une fréquence en progression pour le sourcing à l'étranger. L'industrie est plus touchée par la problématique. Globalement, les obstacles aux actions de développement commercial se replient assez nettement.



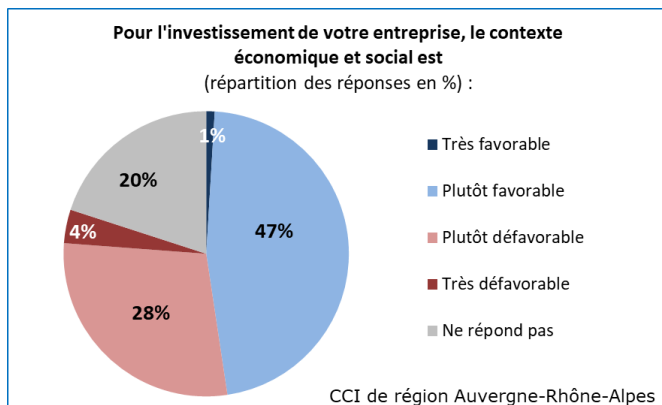


En matière de trésorerie, la situation reste favorable. **10 % seulement des entreprises répondantes disent être dans une situation difficile** en la matière ; c'est un niveau équivalent à celui enregistré début juin. L'industrie et les services sont un peu au-dessus de cette moyenne et le commerce est nettement en-dessous. Pour les entreprises qui ont des difficultés de trésorerie, la cause la plus fréquente demeure l'insuffisance de chiffre d'affaires. Mais les **difficultés liées au financement de la croissance** de l'activité sont plus souvent exprimées, notamment dans l'industrie. Le nombre d'entreprises disant rencontrer des difficultés d'accès aux financements bancaires reste très limité.



Début octobre, une **majorité des chefs d'entreprise (58 %) demeure plutôt optimiste** quant à la situation économique générale. Cette part est en recul de 6 points par rapport à début juin et retrouve le niveau de début mai. La part des entreprises qui se disent pessimistes est aussi en repli. En revanche, le nombre des répondants qui ne s'expriment pas est en progression assez sensible, ce qui peut traduire un **manque de visibilité ou la montée d'incertitudes**. 2/3 des chefs d'entreprise qui peuvent mesurer la vigueur de la consommation des ménages la qualifient de plutôt soutenue. Par ailleurs, une **majorité des répondants considère que le risque de défaillances d'entreprise dans leur environnement est plutôt limité**.

Autre conclusion encourageante, près d'un chef d'entreprise sur deux considère que le contexte économique et social actuel est **plutôt favorable à l'investissement de son entreprise**. La propension à investir est un élément important pour la vigueur de la croissance. L'appréciation favorable sur le contexte est largement majoritaire dans les **services et l'industrie**. En revanche dans le commerce, les entreprises sont plus nombreuses à juger le contexte défavorable que favorable. On note aussi, comme pour l'appréciation sur la situation économique générale, que la part des non répondants est assez élevée.



Alors que le Salon Pollutec vient de se tenir à Lyon Eurexpo et que le plan d'investissement France 2030, récemment présenté par le Président de la République, accorde une large place à la transition écologique, une question d'actualité a été posée sur les projets d'investissement des entreprises en la matière.

29 % des chefs d'entreprise répondants déclarent **prévoir des investissements en matière de transition écologique** d'ici la fin 2022. La proportion atteint 1/3 dans l'industrie et dans les services. Les projets vont d'abord porter sur **l'efficacité énergétique (67 % des entreprises qui vont investir)**, puis la **réduction de l'impact des mobilités (50 %)** et la **réduction/valorisation des déchets (47 %)**.